

L'exigence sur la situation administrative d'Ali Bongo Ondimba n'est pas négociable

Le candidat de l'Union nationale a bouclé son périple dans la capitale française par un meeting avec la communauté gabonaise résidant en France, autour des questions de l'heure : l'état civil d'Ali Bongo Ondimba, la destitution, la gouvernance.

Par Ramses Frank

C'est sur ces points que Casimir Oye Mba, candidat de l'Union nationale à la candidature du Front pour l'élection présidentielle à venir, s'est appesanti lors de son récent séjour en France.

Au cours de cette visite, il a multiplié les rencontres dans les milieux d'affaires, mais également à l'Elysée, à la cellule Afrique. Au Medef, le patronat français, il a exposé sa vision économique du Gabon. Vision jugée cohérente par ses interlocuteurs, car elle tranche avec l'amateurisme d'Ali Bongo Ondimba.

Son périple a été clôturé par une rencontre à la Mutualité, dans le 5e arrondissement de Paris, où il a communiqué avec la communauté gabonaise résidant en France. Devant elle, il a parlé à cœur ouvert, voulant un échange spontané avec ses interlocuteurs. Ainsi, il a dit avoir refusé d'écrire un docu-



ment qu'il viendrait leur lire.

Au menu de ces échanges qui ont débordé sur l'heure prescrite pour cette rencontre, Casimir Oye Mba a passé en revue les questions de l'heure. Notamment la situation administrative d'Ali Bongo Ondimba. Une situation que son parti a décidé de ne pas mettre en berne et qu'il fera aboutir. Aussi sur la question de la destitution d'Ali Bongo Ondimba, l'ancien Premier ministre a clairement dit que cette destitution relevait du bon sens. Et qu'il réaffirmerait sa nécessité vu que le concerné n'est pas en conformité avec les exigences contenues dans l'article 10 de la Constitution. Un tantinet caricatural, il s'est posé des questions sur cette mère qui n'a pas pu conserver les documents de son fils.

Sur la destitution, Casimir

Oye Mba a rassuré la présidente des Femmes Commandos, Marie Avorebang, qui a déclaré : « Notre engagement pour la DTE en tant que femmes, mères, sœurs et épouses, au-delà de notre ferme détermination à destituer Ali Bongo Ondimba, s'inscrit dans l'espérance et la responsabilité. L'espérance d'aboutir enfin à des réformes démocratiques nécessaires qui nous permettrons de construire et de redynamiser notre cher pays, le Gabon. La responsabilité qui s'impose à chacun d'entre nous pour comprendre que nous ne sommes pas dans un théâtre où chacun vient répéter son rôle. La responsabilité aussi qui s'impose à vous, leader politique et aujourd'hui candidat choisi par l'Union nationale, à comprendre que c'est de la diversité que naît

l'unité (...) Question, Monsieur Oye Mba : qu'en est-il de la DTE ? » Ce dernier de répondre : « Oui, l'Union nationale, le parti qui m'a investi, est engagé pour la destitution. »

Outre cette question, et sans tabou, Casimir Oye Mba a également répondu à la question de la candidature unique. « J'ai été investi par un parti politique qui est membre du Front et de l'USP. Mon parti s'est déjà prononcé dessus et je reste dans la discipline de mon part. »

Une conférence de Casimir Oye Mba ne pouvait s'achever sans un décryptage de la situation économique et sociale du Gabon. Il a soulevé des incongruités dans les chiffres qui sont avancés, et notamment sur la croissance devenue l'argument massue du clan d'Ali Bongo Ondimba. Ceci pour démontrer le contraire de cette situation. Ancien gouverneur de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), il est mieux placé que Régis Immongault, le ministre de l'Economie, en la matière.

Durant cet échange avec les Gabonais, Oye Mba a appelé à une République des valeurs. Car il est étonnant de voir des personnes arrivées à des responsabilités, il y a tout juste sept ans, en train d'aligner des immeubles et des villas à tout va dans Libreville. Il faut instaurer la République de l'effort et du travail, a conclu Casimir Oye Mba.



Vue de l'assistance

